

SRI LANKA

**Amnesty International
condamne l'attentat à la
bombe de Vavuniya**

Index AI : ASA 37/03/00

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International a condamné ce jour (vendredi 28 janvier 2000) l'attentat à l'explosif perpétré dans le bureau de poste central de Vavuniya, dans le nord de Sri Lanka. Cet acte de violence a fait au moins 11 morts, dont plusieurs civils, et plus de 70 blessés, parmi lesquels un grand nombre de personnes grièvement atteintes. La majorité de ces blessés sont des civils.

De nombreux observateurs pensent que cet attentat à la bombe, qui fait suite à plusieurs attentats-suicides à l'explosif commis à Colombo au cours des deux derniers mois, a été perpétré par des membres des *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE, Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul).

Le colis piégé, placé sur le comptoir avec le courrier en partance, semblait destiné à semer la mort parmi les membres des forces de sécurité et les policiers qui se rendent régulièrement dans cet établissement pour expédier de l'argent à leurs familles.

Amnesty International a néanmoins souligné qu'en choisissant comme objectif un bureau de poste, les LTTE, s'ils sont effectivement responsables de cet attentat, n'ont pas respecté le principe de distinction prévu par le droit international humanitaire.

En vertu de ce principe, toutes les parties à un conflit sont tenues de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour faire la distinction entre la population civile et les

combattants ainsi qu'entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires et, par conséquent, de ne diriger leurs opérations que contre des objectifs militaires, et ce en toutes circonstances.

« Les risques encourus par les civils lors de cet attentat excédaient largement les avantages militaires qui pouvaient en être attendus, ainsi que le démontre de manière tragique le nombre des morts et des blessés », a déclaré Amnesty International.

Au moins 25 civils ont été tués dans des attentats-suicides à l'explosif commis au cours de rassemblements électoraux à Colombo, quelques jours seulement avant l'élection présidentielle du 21 décembre dernier. Des dizaines de personnes ont été blessées au cours de ces attentats, notamment la présidente Chandrika Bandaranaike Kumaratunga et quatre ministres.

En outre, une femme

soupçonnée d'appartenir aux LTTE a perpétré un attentat-suicide à la bombe devant le bureau du Premier ministre, Sirimavo Bandaranaike, le 5 janvier, faisant 12 morts et de nombreux blessés parmi la population civile. ●